

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centime

SOMMAIRE

A la veille du Congrès (*Boris Souvarine*). — Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste approuve la Fédération de la Seine. — Les Effets et les Causes, les Buts et les Moyens (*Vaillant Couturier*). — Pour et Contre le Front Unique.

La Crise du Parti français (*Albert Treint*). — Le Congrès du 15 octobre (*Marcel Cachin*). — Le 4^e Congrès Mondial et son ordre du jour (*B. S.*). — Pour le gouvernement ouvrier. — A la mémoire des Quatre (*Victor Serge*).

A la veille du Congrès

L'IDÉE essentielle qui doit être mise en lumière à l'occasion du Congrès de Paris est que notre Parti traverse une crise due à la méconnaissance, à l'inobservance, à l'inapplication des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.

Relisez ces vingt et une conditions : tout communiste sérieux y trouvera l'explication et le remède aux maux de notre Parti. Ce qui nuit à celui-ci se trouve précisément condamné par les vingt et une conditions. Ce qui peut le sauver est prescrit par les vingt et une conditions.

C'est que les vingt et une conditions n'ont pas été improvisées au hasard de nécessités circonstanciées. Elles contiennent la somme des connaissances et des expériences acquises dans tous les pays dans la formation de partis révolutionnaires du prolétariat.

La gauche du Parti, qu'on appelait en 1920 le Comité de la III^e Internationale, fut seule à s'en rendre compte, en France, à l'époque. Elle publia son approbation sans réserves aux vingt et une conditions et affirma sa volonté de les réaliser dans notre Parti.

La tâche, alors, n'était pas facile. Une fraction du centre s'était ralliée à la gauche pour préconiser l'adhésion à la III^e Internationale, mais elle repoussait plusieurs des vingt et une conditions, que ses représentants n'avaient pas acceptées intégralement à Moscou. Fal-

lait-il repousser cette fraction en lui imposant la lettre des vingt et une conditions, c'est-à-dire, en fait, former le Parti Communiste sans elle ? Ou bien, pour former un plus grand Parti Communiste, pouvait-on consentir momentanément des concessions de forme sur les vingt et une conditions, en en sauvegardant l'esprit, et en travaillant dans la suite à l'acceptation intégrale et à la réalisation effective des vingt et une conditions ?

D'accord avec l'Internationale, le Comité de la III^e Internationale a choisi cette dernière méthode, mais il ne dissimula point sa résolution d'obtenir ultérieurement la mise en vigueur des vingt et une conditions : il publia une déclaration en ce sens, répondant ainsi à la manœuvre maladroite d'une poignée de camarades qui tenta de saboter l'accord du centre et de la gauche en préconisant l'adoption à la lettre des vingt et une conditions.

Deux ans ont passé. On a vu ce qu'étaient ces farouches partisans des vingt et une conditions intégrales. On les a vus favorables à toutes les actions contraires aux conceptions de l'Internationale Communiste, solidaires de tous ceux qui violent et bafouent les vingt et une conditions. On les a vus exclusivement préoccupés de faire obstacle au travail de la gauche, quel qu'il soit, pour des motifs jusqu'à présent inexpliqués et probablement inexplicables, de la gauche dont la politique a reçu pourtant la consécration des appro-

bations répétées de l'Internationale Communiste.

Deux ans ont passé. On a vu également ce qu'étaient ces hommes du centre, ralliés à l'Internationale Communiste à l'heure où le courant d'adhésion devenait irrésistible. Certains se sont montrés des communistes sincères, loyaux, sérieux, et se sont confondus avec la gauche. D'autres se sont révélés inassimilables, conservant et cultivant dans le Parti Communiste l'esprit social-démocrate incompatible avec l'esprit communiste.

Deux ans ont passé. On a vu aussi ce qu'étaient ces centristes qui avaient combattu jusqu'au bout l'adhésion à la III^e Internationale et qui, après le vote et la scission, se rallièrent au Parti Communiste, *non par conviction, mais « par discipline »* (sic). La plupart d'entre eux, en fait de discipline, ont fait preuve d'indiscipline en permanence. Tous leurs actes, tous leurs propos ont contredit aux thèses, résolutions, décisions et vingt et une conditions de l'Internationale. Ils ne sont rentrés dans le Parti que pour le miner, le désagréger. Leur exclusion est aujourd'hui imminente, et déjà Longuet leur tend les bras.

Deux ans ont passé. On a vu enfin ce qu'est la gauche. Comme tous les groupements révolutionnaires, elle a connu quelques trahisons. Mais, dans l'ensemble, on la retrouve telle qu'elle était en 1920, suivant invariablement la ligne révolutionnaire, toujours spontanément d'accord sur les questions fondamentales avec l'Internationale Communiste, clairvoyante dans sa critique et dans sa politique révolutionnaires et communistes. Elle seule a conformé ses actes aux vingt et une conditions, sans avoir besoin de recourir aux textes, tant elle est imprégnée de l'esprit qui inspira leur rédaction. Elle seule a trouvé dans les événements, dans le développement de la situation la confirmation de son point de vue. Elle seule peut dire, à la veille du 2^e Congrès du Parti Communiste : *Mes idées prévalent, ma politique s'impose.*

Elle seule a le droit de proclamer maintenant : *l'heure de l'application rigoureuse des vingt et une conditions a sonné.*

*
**

La motion de politique générale présentée au Congrès sous le nom de « Frossard-Souvarine » a pour contenu la politique constante

de la gauche, la politique même de l'Internationale Communiste. Les idées qu'elle exprime, les méthodes qu'elle préconise se trouvent déjà exprimées et préconisées dans les vingt et une conditions.

La 1^{re} condition, sur le caractère communiste de notre presse, la subordination de celle-ci à la direction du Parti, son rôle d'interprète des résolutions de l'Internationale Communiste n'a jamais été respectée. *Seule, la gauche a lutté pour en obtenir le respect.*

La 2^e condition, sur la nécessité d'éliminer les réformistes et centristes des postes responsables du mouvement, a été constamment méprisée. *Seule, la gauche a lutté pour la faire appliquer.*

La 3^e condition, sur l'organisation clandestine, a été suivie par la gauche seule.

La 4^e condition, sur le travail dans l'armée, n'a pas été observée par la direction du Parti, de majorité centre-droite. *Seules, les Jeunesses Communistes, de tendance gauche, ont ébauché ce travail.*

La 5^e condition, sur le travail dans les campagnes, a été suivie d'effet. Un grand effort de propagande parmi les paysans a été réalisé, et si des divergences de vues existent quant aux méthodes à employer, du moins la bonne volonté a-t-elle été évidente.

La 6^e condition, sur le social-pacifisme, n'a pas été observée. *Seule, la gauche a lutté contre le social-pacifisme.*

La 7^e condition, sur la rupture avec les centristes, n'a été appliquée qu'en partie. Il reste encore dans le Parti des centristes avérés, qui affichent leurs sympathies pour les dissidents. *Seule, la gauche a combattu les centristes avoués ou honteux.*

La 8^e condition, sur le travail communiste dans les colonies, n'a été qu'en partie observée. C'est une de ces questions où la gauche ne pouvait agir comme gauche, et n'aurait pu intervenir qu'en tenant en mains la Direction du Parti.

La 9^e condition, sur le travail dans les syndicats, modifiée en France, d'accord avec l'Internationale sur le point des « noyaux » communistes, n'a jamais été appliquée. Il a fallu des interventions répétées de l'Exécutif pour que le Parti se souvienne des devoirs de ses membres dans l'organisation syndicale, de ses devoirs propres comme Parti. *Seule, la gauche a lutté pour faire respecter cette condition.*

La 10^e, dans la partie prescrivant la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, a été appliquée. Dans la partie relative à l'Internationale syndicale rouge elle ne l'a guère été. *La gauche seule a soutenu l'adhésion sans réserves à l'I. S. R.*

La 11^e, sur l'activité des fractions parlementaires, n'a pas été appliquée. La gauche, comme le centre, en est responsable.

La 12^e, sur le centralisme démocratique et la discipline, a été littéralement tournée en dérision. *Seule, la gauche a lutté pour qu'elle devienne réalité.*

Dé la 13^e, sur les épurations périodiques, on n'a tenu aucun compte. *Seule, la gauche a lutté pour obtenir quelques épurations, bien modestes.*

La 14^e, sur la solidarité envers les républiques soviétiques, a été respectée.

La 15^e, sur la nécessité d'un nouveau programme du Parti, n'a pas été appliquée. *Seule, la gauche en a préconisé le respect et montré l'utilité.*

La 16^e, sur les décisions des Congrès et de l'Exécutif, n'a été observée que par l'Internationale. Le Parti n'en a tenu généralement aucun compte. *Seule, la gauche a lutté pour qu'il en tienne compte.*

La 17^e, sur le changement de nom du Parti, a été réalisée *sous la pression de la gauche.*

La 18^e, sur la publication des documents officiels de l'Internationale, a été généralement observée, mais pas toujours.

La 19^e et la 20^e concernent seulement la phrase constitutive du Parti.

La 21^e, sur l'exclusion des adhérents qui rejettent les conditions et les thèses de l'Internationale, n'a pas été mise en vigueur. *Seule, la gauche a préconisé ses prescriptions.*

Dans l'ensemble, à quelques exceptions près, les 21 conditions n'ont été comprises et soutenues effectivement *que par la gauche.* Celle-ci a été copieusement outragée, pour sa fidélité aux principes et aux méthodes de l'Internationale Communiste. Qu'importe ! Le Parti comprend aujourd'hui que la gauche avait raison et soutient dans sa grande majorité sa politique, celle de la motion « Frossard-Souvarine ».

..

Cette motion rappelle au début les fameuses 21 conditions, trop longtemps oubliées. Ce n'est pas par vaine formalité.

L'heure est venue, non seulement de proclamer l'excellence des 21 conditions, mais de les appliquer dans toute leur rigueur.

Boris SOUVARINE.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste approuve la Fédération de la Seine

Dans sa séance du 5 octobre, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a voté la résolution suivante :

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste constate avec satisfaction que la Fédération de la Seine, la principale Fédération du Parti Communiste français, a la première surmonté la crise pour entrer dans la voie du véritable communisme.

En décidant l'exclusion de Raoul Verfeuil, la Fédération de la Seine a prouvé sa volonté de combattre non pas en paroles, mais réellement, les socialistes petits-bourgeois demeurés au sein du Parti Communiste.

Darugona, le leader réformiste italien, a dé-

claré ces jours-ci que lui et ses amis ne restaient dans le Parti Socialiste que pour combattre la Révolution. Il n'est pas douteux que Verfeuil, lui aussi, est resté longtemps dans les rangs du Parti Communiste français dans la même intention.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite chaleureusement toutes les Fédérations à marcher fermement dans la même voie que la Fédération de la Seine. S'il ne se débarrasse pas des réformistes et des anti-communistes, le Parti Communiste français ne pourra jamais remplir la grande mission que l'histoire lui impose.

**LE COMITE EXECUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.**

Les effets et les causes, les buts et les moyens...

J'ai longtemps cru que la découverte du « centre » dans le Parti français avait été en quelque sorte une formule de politesse de la part de l'Internationale.

Je viens pourtant de découvrir une motion centriste, centriste involontairement peut-être, mais centriste par son étonnant équilibre entre deux positions extrêmes : la motion Renaud Jean sur « *Les causes de la crise* ».

Le raisonnement de Renaud Jean, qui fait honneur à la fois à l'ingéniosité de son esprit et à sa sincérité, aboutit aux conclusions de Souvarine avec les prémisses de Daniel Renoult. Et le plus étonnant est qu'il se pourrait bien que, malgré ses conclusions, Renaud Jean votât au Congrès selon ses prémisses...

J'estime vivement Renaud Jean et je considère qu'il est l'une des plus solides forces du Parti. C'est une raison de plus pour que je ne lui cache pas ma façon de penser.

Son raisonnement se trouve, dès la base, vicié par une erreur énorme.

Toute l'erreur de Renaud Jean tient dans une proposition que voici : « L'Exécutif, mal informé, méconnaît la situation de la section française quand il fait remonter la crise du Parti à des causes politiques ».

Aussi bien, Renaud Jean intitule-t-il sa motion : « Les causes de la crise », et s'efforce-t-il de déterminer ces causes. Le malheur, c'est que ce qu'il appelle des *causes*, sont précisément des *effets*.

Ce sont les *effets* de ces causes d'ordre politique, dénoncées par la gauche du Parti et par l'Internationale, que Renaud Jean baptise *causes*.

Vie doctrinale inexistante, démagogie, indiscipline, Comité Directeur incapable de diriger, mesurage des fonds, organisation insuffisante, presse cahotique, confusion des attributions...

Voilà précisément les symptômes mêmes par où se manifeste la crise *politique* du Parti.

Dira-t-on maintenant que la fièvre est la cause de la grippe et que c'est parce qu'on tousse qu'on attrape un rhume ?

Comment, avec une politique mal assurée, un communisme de façade qui, bien plus souvent qu'il ne le veut pas, ne voit pas les solutions communistes, comment, avec un parti voué à l'opportunisme depuis sa naissance et dont, en tant d'occasions, toute l'action consista à promettre sans tenir, à envisager sans approfondir, à s'engager sans combattre, à croire à la défaite avant de vouloir le succès, comment, dans un parti où les communistes, qui sont d'accord avec l'Internationale, étaient, hier encore, une minorité suspecte, pourrait-on rencontrer une véritable et fructueuse vie doctrinale, une discipline ferme, une utilisation intelligente des fonds, une organisation stricte, un Comité Directeur fort, des militants spécialisés ?

Comment la démagogie ne fleurirait-elle pas monstrueusement dans cette lourde atmosphère de confusion ?

Je ne crois pas qu'on puisse nier sérieusement les origines politiques de la crise, car elles sautent aux yeux.

Le Parti est jeune, mais il traîne après lui une lourde hérédité... Ce n'est pas une découverte...

Renaud Jean, centriste impénitent, distribue comme il sied le blâme à droite et à gauche. Mais, par un heureux hasard, c'est l'extrême droite seule qu'il blâme, et ce n'est pas l'extrême gauche qu'il condamne... Je ne sais pas trop comment il juge le centre. « La droite prépare des électeurs, la gauche des soldats », dit-il.

Que la droite recherche des électeurs ce n'est, hélas ! que trop vrai ; mais que la gauche prépare des soldats, ce n'est discutable que suivant l'intention qu'on met dans le mot. S'agit-il de soldats de « caserne » ou de combattants de la classe ouvrière ? La « caserne » est dans la terminologie du pauvre Verfeuil. Le « combat » est dans la nôtre.

Or, je comprends parfaitement le point de vue de Renaud Jean. C'est ici que nous touchons au plus vif de sa formation et de son caractère.

Renaud Jean représente avec beaucoup d'exactitude (avec tout ce qu'il comporte de précieux, d'utile et de dangereux) le communisme petit propriétaire paysan.

Avec Compère-Morel, nous avons surtout affaire à un théoricien de la question agraire. Chez Renaud Jean, c'est un praticien que nous rencontrons, un praticien profondément enraciné dans la terre qu'il représente. Antimilitariste, idéaliste, pratique, hautement honnête, il continue la tradition des paysans révoltés, plus amoureux peut-être de liberté que d'égalité, tout entier voué à l'étude et à la solution de l'énorme problème paysan, hanté par lui au point d'en faire le centre de la Révolution ouvrière...

Nous n'oublions pas les producteurs, mon cher Renaud Jean ; c'est même parmi les plus déshérités des producteurs que nous travaillons, chez les salariés ; c'est pour eux que nous lançons des mots d'ordre concrets et que nous recourons aux luttes pour les revendications immédiates. C'est sur eux que nous bâtissons — prolétaires des champs ou prolétaires des villes — la société nouvelle.

Qui donc pourrait vraiment l'oublier ?

Renaud Jean nous reproche de tendre tous nos efforts vers la conquête du pouvoir, uniquement. C'est là le reproche que lui faisaient précisément à Tours les dissidents. Je comprends parfaitement que la préparation de la conquête du pouvoir l'intéresse médiocrement. C'est la conséquence logique de sa position.

Le personnel paysan sera, dans la meilleure hypothèse et à quelques exceptions près, un personnel neutre dans une révolution sociale.

La dissémination des villages et des fermes évincera aux campagnes les graves situations de combat que rendra inévitable la concentration ouvrière des villes.

Là où le prolétariat souffrant est massé, la crise sera profonde parce que le privilège se défendra aussi rudement qu'il le pourra, parce que c'est là que l'Etat, organe de la dictature bourgeoise, entreprendra la lutte à mort contre la classe des non possédants insurgée.

Le paysan petit propriétaire sachant que la prise du pouvoir politique n'aura pas un gros retentissement dans la vie du village s'inquiète des lendemains économiques de la Révolution. Il n'a pas tort.

Le salarié, lui, est tout à l'angoisse du présent, il commence par concentrer toute sa volonté sur le jour de la Révolution. Il a raison.

Or, nous nous soucions à la fois du producteur des champs et de celui des villes. Les problèmes du lendemain de la Révolution nous intéressent tout autant que Renaud Jean. Nous estimons aussi qu'il faut étudier de près l'histoire des Révolutions récentes, leurs efforts, leurs erreurs, leurs succès, leurs défaites. Il faut en rechercher les causes. Il faut étudier en profondeur le système de production d'un pays dont nous aurons à transformer l'économie, situer cette économie dans le monde, démonter pièce à pièce le mécanisme de la faillite capitaliste, bénéficier de l'expérience de la société qui finit et de la société qui s'éveille. Il faut vulgariser et préciser sur ces données la notion de dictature du prolétariat et de conseils, la notion d'appropriation, la notion d'appropriation collective et de travail en commun. Voilà le plan. Cela, c'est l'A. B. C.

Mais comment, sans retomber dans les erreurs du socialisme utopique, pourrions-nous aller plus loin dans le détail ?

Ne risquerions-nous pas, sous prétexte d'anticipation lumineuse, de créer dans le prolétariat et dans le demi-prolétariat des illusions redoutables, criminelles, sur les réalités cruelles de la Révolution ? Ne risquerions-nous pas de retomber dans toutes les erreurs des social-démocrates pacifistes et des anarchistes idylliques ?

Quel que soit le talent de nos architectes sociaux, ils ne pourraient, en ces matières, dépasser les enfants qui bâtissent au bord de la mer des forteresses de sable fin.

Que vaudraient leurs constructions sous le flux et le reflux de la révolution et de la contre-révolution ?

Ce qu'il faut, c'est élever notre moralité et notre culture à la hauteur des tâches que nous aurons à réaliser.

Il s'agit moins de tirer des plans que de forger des hommes.

La motion de Renaud Jean plaira sans doute à quelques fédérations dont un court passage, qui pourrait paraître dirigé contre les prétentions révolutionnaires de la capitale, flattera le particularisme local. Sans doute aussi plaira-t-elle, par quel-

ques-unes de ses allusions, à certains camarades dont la paresse doctrinale — pour ne pas dire plus — incline à ramener la lutte pour ou contre le communisme à de misérables questions de « personnes ».

Mais Renaud Jean qui travaille activement au rapprochement des ouvriers et des paysans, Renaud Jean qui hait toute démagogie, vaut par bonheur beaucoup mieux que l'interprétation qu'on peut donner à ces passages de sa motion. Il vaut tellement mieux, ma foi, que les buts qu'il se donne sont les nôtres.

Développer la vie intellectuelle du Parti, réprimer la démagogie, les abus et l'esprit de fraction, accoutumer le prolétariat aux tâches qui lui incomberont, combattre les actes d'indiscipline, supprimer les gaspillages de temps, de forces et d'argent, faire appel à toutes les capacités, témoigner d'un accord parfait avec l'Internationale, mais ce sont les buts mêmes de la gauche et des meilleurs éléments du centre réunis. C'est le programme même du bon sens et du sens communiste, et ce n'est pas un programme modeste dans l'état où nous nous trouvons.

Mais Renaud Jean qui tout à l'heure nous présentait les effets de la crise sans en envisager les véritables causes politiques, nous assigne bien maintenant des buts, des buts excellents, répétons-moyens de les atteindre, ces buts, les moyens politiques.

Et il me rappelle un peu ces malheureux territoriaux de la retraite de la Marne auxquels on avait donné pour mettre dans de gros fusils Gras de petites cartouches Lebel.

P. VAILLANT-COUTURIER.

Une lettre du citoyen Barabant

Nous avons reçu, la semaine dernière, du citoyen Barabant, une « rectification » ayant trait à un article de Pozzo di Borgo, paru dans le *Bulletin Communiste* il y a plusieurs semaines.

Il a fallu au citoyen Barabant une longue réflexion pour répondre à l'article de notre camarade Pozzo di Borgo. Il nous permettra, vu l'absence de celui-ci, d'attendre que notre collaborateur soit rentré à Paris pour que nous lui soumettions la lettre en question, que nous publierons ensuite avec la réponse qu'elle comporte. — B. S.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranges
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance concernant l'administration à RENÉ REYNAUD, 142, rue Montmartre.

Pour et Contre le Front Unique

Discours prononcés devant l'Assemblée des Militants
de la Fédération de la Seine

Discours de Souvarine

SOUVARINE. — J'ai appris, en lisant la convocation de la Fédération de la Seine, qu'il s'agissait aujourd'hui de parler du front unique et, en entrant dans la salle, j'ai entendu Daniel Renoult parler de bien autre chose et aussi lancer des appels pathétiques à ses camarades séparés de lui aujourd'hui.

J'avoue qu'il m'est difficile de me mettre au diapason d'une pareille discussion. Je me sens incapable de parler d'autre chose que du sujet à traiter. Je pense qu'une assemblée comme celle-ci n'est pas un lieu propre à ces explications intimes qui peuvent avoir lieu entre camarades de combat momentanément séparés.

Mais je ne puis cependant pas m'empêcher de d're quelques mots des questions que Daniel Renoult a soulevées. Renoult a cru marquer les résolutions soumises au Congrès d'une tare indélébile en m'attribuant une paternité que, certes, je ne suis pas disposé à renier.

J'éprouve dans ma conscience communiste une récompense assez grande en voyant triompher des idées pour lesquelles j'ai combattu à un moment où il était difficile et pénible de les préconiser. Je sais que le Parti se convaincra plus par sa propre expérience que par nos discussions théoriques. Si la tactique du front unique reçoit aujourd'hui des marques d'approbation grandissantes, dans un parti qui fut presque unanime à la repousser, c'est bien moins aux démonstrations théoriques qu'elle le doit, qu'à une expérience de deux années.

Il est bien évident qu'il y a un revirement dans le Parti, que celui-ci approuve actuellement les idées que nous avons défendues à un moment où il y avait beaucoup de poings tendus vers nous.

Renoult accuse ses anciens camarades de combat d'avoir changé d'avis. On pourrait retourner à Renoult le même compliment, car il me semble que Renoult, en acceptant les propositions du Comité directeur pour la modification de la structure du Parti, propositions qui reviennent à reprendre les idées que mes amis et moi avons préconisées au milieu des cris de « dictateurs, autoritaires, domestiques de Moscou, etc. », Renoult a consenti à défendre devant le Parti ces idées qu'il condamnait peu de temps auparavant. Cela parce que l'expérience lui a été profitable comme à nous tous. De même, l'expérience du front unique, de la lutte révolutionnaire pratique des masses, a beaucoup influé sur l'orientation du Parti.

Le camarade Frossard a dit avec une éloquence à laquelle il est, je crois, inutile de rendre hommage, tout ce qu'il y avait à dire sur les résultats de cette expérience. Mais il faut dire aussi, très simplement, qu'une fois de plus le Parti français doit beaucoup aux révolutionnaires russes, à cette Internationale Communiste qui s'est montrée clairvoyante alors que notre Parti ne comprenait pas ce qu'elle lui proposait.

Renoult dit que son attachement et celui de ses camarades à la III^e Internationale ne peut être mis en doute; et que lorsque le 4^e Congrès se sera prononcé, ils seront soumis aux décisions de ce congrès, ils seront disciplinés.

Je vous le demande, camarades, est-il possible que des hommes qui auront, jusqu'à la dernière minute, combattu une tactique qu'ils auront présentée comme désastreuse et catastrophique, est-il possible que ces hommes, revenant de Moscou, soient à même de l'ap-

pliquer ? Même s'ils en ont le désir sincère, ils ne le pourront pas, car on n'applique pas une telle tactique à contre-cœur. Et dans quelle situation mettront-ils le Parti français, au lendemain du 4^e Congrès mondial, dans leur incapacité d'appliquer cette tactique ?

J'ai dit que quand l'Internationale Communiste a lancé son mot d'ordre du front unique, le Parti français l'avait assez mal accueilli. J'étais placé à un point d'où il était facile et bien intéressant d'apercevoir les répercussions de ce mot d'ordre dans les différentes sections. Certes, il serait exagéré de dire que le mot d'ordre a été accueilli par toutes avec une compréhension spontanée. Il y a certainement quelques sections de l'Internationale qui furent un moment désorientées et qui ont réagi d'ailleurs très différemment.

Mais il n'y a aucun parti où l'on ait manifesté une telle incompréhension, une telle injustice envers le mot d'ordre de l'Internationale, que dans le Parti français.

Cela prouve à quel point notre parti est loin d'être communiste. Les autres Partis qui ont critiqué la tactique de l'Internationale l'ont dans la suite appliquée, selon les conditions de leur pays, et s'en trouvent bien. Seul, le Parti français dispute encore l'initiative de l'Internationale au lieu de la réaliser.

Je n'ai pu comprendre, en entrant dans cette salle, les appels pathétiques de Renoult. Nous sommes en présence de difficultés qui se développent depuis un an dans notre Parti. Il s'agit d'apporter de la clarté et de la précision dans ces débats, et pas autre chose. Pour ma part, j'essaierai.

La résolution qui vous est présentée offre toutes les précisions désirables. Aussi bien n'ai-je entendu personne contester tout ce qu'il y a de considérations fondamentales dans la résolution. Ainsi que l'a dit Frossard, c'est surtout contre un passage de la résolution que s'acharnent les attaques et les critiques.

Il faut cependant parler de ce qui fait la grande idée du front unique. Si les adversaires ne nous contredisent pas, c'est que nos raisons sont bien fortes.

Je paraphraserai la résolution présentée pour montrer qu'elle n'offre pas un point de vue simplement théorique, mais que les faits ont concouru à former l'opinion et à confirmer l'expérience de l'Internationale sur le front unique.

Une des critiques la plus souvent adressées aux partisans du front unique est celle de préconiser aujourd'hui le contraire de ce que nous préconisions hier. On nous a dit : ce n'est pas cela que vous désiriez avant Tours, et l'on a accusé l'Internationale d'incohérence.

Camarades, c'est absolument méconnaître le réalisme de la tactique communiste que formuler de pareilles critiques. Nous n'avons nullement dit le contraire de ce que nous avons dit auparavant ; nous avons dit autre chose. Nous avons dit qu'à une époque donnée doit correspondre une tactique donnée.

La période qui a commencé avec la Révolution russe est caractérisée par un mouvement des masses révolutionnaires instinctif, élémentaire ; c'est la période qui s'étend de 1917 à 1919. Les traits saillants de cette période, c'est que les masses sont révolutionnaires alors qu'il n'y a pas de partis révolutionnaires. Sauf en

Russie, les masses révolutionnaires sont vaincues, et principalement parce qu'elles n'ont pas de partis communistes à leur tête. A ce moment-là, l'Internationale Communiste naissante lançait comme principal mot d'ordre aux révolutionnaires de tous les pays la formation de partis communistes.

Formation de partis communistes, cela signifiait : scission dans les vieilles social-démocraties pour organiser en formation de combat les éléments sains et révolutionnaires.

Pendant cette période où les masses sont révolutionnaires et où les partis ne le sont pas, le mot d'ordre est la scission pour la formation de partis communistes.

Après cette période, une autre s'ouvre, très différente, pendant laquelle le même mot d'ordre ne trouverait pas d'écho. C'est la triste période des défaites du prolétariat dans tous les pays. Fermer les yeux sur ces défaites et continuer à prononcer des phrases révolutionnaires qui ne trouvent plus d'écho dans les masses, c'est faire preuve d'intransigeance stérile et non d'esprit véritablement révolutionnaire.

Les défaites du prolétariat de l'Europe centrale en Hongrie, en Autriche, en Allemagne, la défaite de la Révolution russe devant Varsovie et les concessions consenties par le prolétariat russe à la bourgeoisie, les défaites des ouvriers anglais, français, allemands, italiens dans tous les grands mouvements de grève ont créé dans les masses ouvrières un profond découragement. Et dans cette nouvelle période, alors qu'il y a des partis révolutionnaires, les masses ne sont plus révolutionnaires : elles sont momentanément fatiguées, déprimées.

Dans cette nouvelle période, l'Internationale a lancé un nouveau mot d'ordre : front unique du prolétariat. Nos adversaires nous disent : contradiction. Je cherche la contradiction, camarades ; je ne la vois pas. Ce que nous avons fait, nous ne le renions pas, nous l'avons bien fait. Nous nous félicitons des scissions accomplies, grâce auxquelles il y a maintenant partout des partis communistes et une Internationale communiste.

Mais ayant accompli cette tâche, nous passons à une autre. L'Internationale proclame que le devoir des partis ainsi créés est de se lier aux masses prolétaires. Le problème se pose alors : comment se lier aux masses ? C'est ce problème que le 3^e Congrès mondial s'est efforcé de résoudre. A ce moment, il faut reconnaître qu'on n'apercevait pas concrètement la méthode qui serait celle des partis communistes pour se lier aux masses. Ce n'est pas que dans l'esprit des dirigeants de l'Internationale cette méthode fût encore imprécise. Mais il leur paraissait que les thèses du 3^e Congrès étaient suffisantes comme indication générale pour aider les partis qui seraient capables de trouver eux-mêmes des méthodes d'application du mot d'ordre d'aller aux masses.

L'Internationale croyait que, comme la section allemande, les autres sections trouveraient le chemin du front unique. En France, il n'en a pas été ainsi. Aussi, en décembre dernier, l'Exécutif a publié ses thèses sur le front unique, qui ont provoqué chez nous l'émotion que vous savez.

Ces thèses de l'Internationale contenaient-elles donc des idées tellement nouvelles ? Les initiateurs de la tactique se sont évertués à démontrer qu'elles avaient été déjà formulées à l'intention de tous les communistes du monde par Lénine, dans un ouvrage qui recut, semble-t-il, l'approbation de tous les communistes lors de sa parution.

Dans une séance de l'Exécutif élargi à laquelle assistait Renoult, Zinoviev démontra que la tactique du front unique n'était pas, comme on l'a prétendu, inventée par les Russes pour des besoins russes, mais que deux ans auparavant Lénine l'avait préconisée dans un ouvrage qui, précisément en France, a connu la plus grande faveur. Au moment de cette publication, aucune indignation ne se manifesta dans le Parti français, au contraire.

J'ose dire que l'approbation fut générale lorsqu'on eut entre les mains ce qu'on pourrait appeler un manuel du tacticien révolutionnaire. C'est seulement lorsque l'Internationale a généralisé les idées contenues dans le livre de Lénine que se sont constituées dans notre Parti des fractions qui ont combattu le mot d'ordre de l'Internationale et ses conceptions auxquelles, quelques mois auparavant, on ne trouvait rien à reprocher.

L'Internationale a dit aux différents partis : « Vous devez aller aux masses et, pour cela, participer aux luttes économiques du prolétariat. »

Le Parti français avait une tradition, qui est de considérer la lutte politique comme sa tâche propre et de laisser aux syndicats le domaine de la lutte économique. L'Internationale allait à l'encontre de cette tradition avec le nouveau mot d'ordre. Des camarades prétendaient n'avoir rien à faire dans la lutte économique, méconnaissaient le caractère politique de toute lutte de classe, ne comprenaient pas que l'Internationale prescrive aux partis communistes de se mêler aux luttes économiques.

C'est là qu'est l'origine du conflit entre l'Internationale communiste et sa section française. L'Internationale a dit dans son manifeste du 3^e Congrès : le besoin actuel du prolétariat de tous les pays c'est la lutte pour son morceau de pain. Le Parti français n'a pas eu la claire vision de cette nécessité de la lutte pour le pain, et c'est pour cela que le Parti français n'a pas compris le mot d'ordre du front unique.

Quand on parle ici du front unique, on l'envisage d'une façon tout à fait théorique : on semble négliger les conditions concrètes dans lesquelles se trouve l'Europe. Le Parti français n'a pas compris pendant longtemps que la situation de l'Allemagne, de l'Italie et de tous ces pays où les conditions de vie du prolétariat deviennent intolérables serait avant peu celle de la France. Il est seulement préoccupé des conditions actuelles, sans en considérer le développement, sans considérer le processus d'aggravation des conditions de vie du prolétariat.

Vous connaissez aujourd'hui les conditions dans lesquelles se trouve le prolétariat allemand. L'Humanité les a assez décrites. Il est impossible aux travailleurs d'Allemagne — je parle de la grande masse — de s'intéresser aux divergences théoriques des divers partis qui se réclament de la classe ouvrière. La situation du prolétariat est telle que c'est vraiment la lutte pour un morceau de pain, selon la formule de l'Internationale, qui est à l'ordre du jour. En Italie, si les conditions économiques ne sont pas si dures qu'en Allemagne, les conditions politiques sont pires. Le prolétariat italien, depuis l'échec de l'occupation des usines, subit un régime intolérable.

Aussi bien sous la pression de la réaction économique que de la réaction politique, l'unique mot d'ordre capable de rendre au prolétariat sa confiance en lui-même, de ramener sa foi révolutionnaire, c'est le mot d'ordre de son union dans la lutte.

En France, si une grande partie du prolétariat n'a pas encore compris la valeur d'un tel mot d'ordre, cela tient au fait que ses conditions économiques et politiques sont encore supportables. Mais le prolétariat français ne les connaîtra plus avant longtemps. Comment ne pas voir que la situation économique de l'Europe sera bientôt celle de la France ? Les divergences entre les deux organisations syndicales qui se disputent la préséance et entre les deux organisations politiques, à ce moment-là, n'effaceront pas le problème impérieux de la lutte pour un minimum de liberté et un minimum de bien-être.

L'Internationale Communiste, préoccupée non seulement de la situation de la France mais de celle de toute l'Europe, a été plus clairvoyante que le Parti français. Depuis qu'elle a lancé son mot d'ordre, on a constaté l'évolution de l'opinion des ouvriers français en faveur du front unique, malgré que toutes les organisations, soit politiques, soit syndicales, aient manifesté quelque hostilité au mot d'ordre du front unique. Les ouvriers se sont orientés, tout seuls et, aujourd'hui, le Parti est bien obligé de tenir compte de leur expérience.

On dit que les tentatives déjà faites un peu partout vont à l'encontre du front unique. Evidemment, si l'on considère que le front unique a pour but de satisfaire les chefs réformistes et d'obtenir leur approbation des propositions que nous leur faisons, on est obligé de reconnaître que le mot d'ordre du front unique n'a pas eu ce résultat.

Mais si telle est l'interprétation de Renoult, ce n'est pas cela qu'entend l'Internationale. Le résultat à rechercher est de transformer la mentalité de la masse ouvrière, et quel que soit l'accueil que réservent nos ennemis politiques à nos mots d'ordre, il est impossible qu'ils n'aient pas d'influence sur la mentalité ou-

rière. Même si cette influence n'est pas immédiate, elle doit se faire sentir tôt ou tard.

On nous dit souvent qu'il faut tenir compte des différences qu'il y a entre les divers pays et les différents partis d'Europe. Nous le savons. L'Internationale estime que si les conditions qui l'ont amenée à la tactique du front unique ne sont pas encore pleinement réalisées en France, elles le seront bientôt et le Parti a le devoir de s'y préparer.

C'est parce que l'Internationale envisage avant tout le développement de la situation économique et de la lutte de classe au lieu de s'attarder à la situation et à la lutte telles qu'elles sont aujourd'hui, qu'il y a dans la motion qui vous est soumise des considérations sur la tactique électorale comme il y en avait d'ailleurs dans les thèses que Zinoviev présentait en décembre à l'Internationale.

On a fait allusion tout à l'heure à deux articles que j'ai publiés l'an dernier et qui ont soulevé dans le Parti une certaine réprobation. Vous me croirez si je dis qu'en les écrivant je savais heurter le sentiment de la grande majorité du Parti et même celui de vrais révolutionnaires, mes camarades les plus proches, qui ne m'ont pas félicité.

Ce n'est pas pour un malin plaisir que je l'ai fait. Si des camarades comme Renault ont pu dire à Moscou que Souvarine avait acquis l'impopularité par ces articles, cette impopularité, je l'accepte de grand cœur, car je n'ai pas écrit ces articles pour conquérir la popularité mais pour servir le Parti. Et je suis convaincu que s'il y a des préventions contre cette thèse aujourd'hui, dans un an le Parti sera tout à fait convaincu de sa justesse.

Un assistant. — Parce que tu seras tout seul !

Si j'ai bien compris, le camarade qui interrompt attribue la crise d'effectifs du Parti à la tactique du front unique. Mais je suis obligé de rappeler qu'en septembre 1921, Frossard annonçait déjà la crise de recrutement dans le Parti. (*Applaudissements.*)

Si l'on discutait les causes du fléchissement des effectifs du Parti, je ne sais si les camarades qui tranchent la question avec une telle aisance seraient à leur aise. Car je vous prie de croire que s'il y a un débat que nous ne craignons pas, c'est bien celui-là, et nous sommes à votre disposition pour traiter ensemble de la question du recrutement du Parti.

Vous vous rappelez que dans le livre de Lénine, auquel je faisais allusion tout à l'heure, on trouvait ce que l'on appelle des « considérations électorales ». Lorsque Lénine envisageait la situation des camarades anglais, il leur préconisait la tactique du front unique avec le Labour Party pour créer des conditions de lutte favorable. A ce moment-là, personne ne s'est indigné des idées que Lénine exprimait. Personne ne s'est indigné parce que Lénine est trop haut placé dans la pensée de tous les camarades, quels qu'ils soient, pour qu'on puisse le soupçonner de ce qu'on appelle des « soucis électoraux ». Mais il était fatal que, dans le Parti français, des camarades reprenant à leur compte ces idées ou leur attribue des mobiles inavouables. Je crois que les camarades qui ont formulé ces accusations se font de leurs adversaires une image qui ressemble trop à eux-mêmes. (*Applaudissements.*)

Je leur rappellerai le mot de cet écrivain qui disait : « Celui qui t'outrage n'outrage que l'idée qu'il a de toi, c'est-à-dire lui-même. »

Je dis aux camarades qui nous attribuent de basses préoccupations qu'ils nous connaissent mal s'ils sont sincères, mais qu'ils ne sont pas sincères s'ils nous connaissent bien. En ce qui me concerne, je ne crois pas ressembler à un candidat. Je n'en ai ni le physique, ni l'esprit... (*Applaudissements.*)

Si des camarades croient habile d'attribuer des préoccupations personnelles à ceux qui ont préconisé — et comme ils le disent eux-mêmes, au prix de la plus grande impopularité — une certaine thèse, ils se trompent, car le Parti va chaque jour à l'encontre de leur point de vue.

Vous savez quels résultats l'intransigeance verbale, l'apparente irréductibilité révolutionnaire ont donné dans le Parti français. Le camarade Frossard en parlait tout à l'heure. En beaucoup d'endroits, on est allé jusqu'au bloc des gauches, et en d'autres endroits on a fait le jeu du bloc national. Or, l'Internationale se

préoccupe d'aider le Parti français à combattre à la fois le bloc des gauches et le bloc national.

C'est pourquoi dans les thèses de décembre, votées par l'Exécutif, il y avait ce que vous appelez des « considérations électorales », que l'on retrouve aujourd'hui dans la résolution présentée.

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de comprendre la psychologie de ce prolétariat qui va se trouver sous la pression d'une réaction économique et politique de plus en plus grande. Il s'agit de se mettre à la place de ces ouvriers pour qui les conditions de vie deviendront chaque jour plus insupportables et qui chercheront une issue à leur situation. Même les ouvriers communistes, même les ouvriers qui appartiennent à notre Parti ne peuvent se satisfaire de démonstrations platoniques.

C'est pourquoi l'Internationale considère que le Parti se trouve en présence d'un grand danger : le bloc des gauches. Ce danger du bloc des gauches est grand parce que le Parti Communiste n'est pas encore capable de rallier la majorité du prolétariat, qui sera naturellement portée vers ce bloc des gauches. L'Internationale tient ce raisonnement bien simple : il y a deux blocs bourgeois en présence, bloc national et bloc des gauches, et le prolétariat est tenté d'aller à l'un pour se délivrer de l'autre ; si l'on ne veut ni l'un ni l'autre, il faut en faire un troisième : le bloc ouvrier.

L'Internationale propose au Parti français de reprendre à son compte le mot d'ordre du bloc ouvrier, du gouvernement ouvrier. Certes, si l'on persiste à considérer la situation sans prévoir son développement, on peut tirer de grands effets comiques du mot d'ordre de l'Internationale, que certains veulent discrediter. Renault n'y a pas manqué en utilisant ce passage de la lettre de l'Exécutif où il est question d'un gouvernement Blum-Frossard. Evidemment, en France, c'est actuellement un assemblage de noms qui sonne faux, une conception qui paraît singulière, mais pas plus que le mot d'ordre qui consistait à dire : *tout le pouvoir aux soviets*, avant la révolution bolchevique, pas plus que le mot d'ordre : il faut former un gouvernement Martov-Lénine...

Un assistant. — Ce n'est pas la même chose ; on n'a pas fait la révolution !

...dans un moment où il semblait que seuls les bourgeois étaient capables d'exercer le pouvoir.

Aussi bien, ce n'est pas le mot d'ordre abstrait qui compte mais sa valeur d'agitation. Le bloc ouvrier, le gouvernement ouvrier, nous savons bien dans l'Internationale que leur réalisation concrète n'est pas immédiate, mais l'Internationale sait aussi quelle valeur d'agitation ont de tels mots d'ordre.

Préconiser le bloc ouvrier, c'est donner au prolétariat français la seule espérance qu'il puisse avoir de vaincre à la fois le bloc des gauches et le bloc national.

J'en arrive à parler des élections de 1924, qui préoccupent tant les adversaires du front unique. Je ne partage pas leur souci. Il se peut qu'il y ait un déchainement de la réaction tel qu'il n'y ait pas d'élections du tout, ou bien qu'elles aient lieu dans de telles conditions qu'elles ne donnent pas au Parti Communiste de possibilité de participer à la campagne électorale. Si cependant nous sommes amenés à cette participation, nous devons opposer au bloc des gauches et au bloc national le bloc ouvrier. Par conséquent, il faut proposer aux organisations et partis qui se réclament du prolétariat ce bloc ouvrier.

Camarades, ce qui est considéré comme extraordinaire à certains moments est souvent, quelques mois plus tard, regardé comme tout à fait normal. On trouve extraordinaire la perspective du bloc ouvrier, du gouvernement ouvrier. Mais si, deux ans ou même un an auparavant, on avait parlé de la constitution par la C. G. T. d'un parti travailliste en France, quel est celui qui ne se serait écrié : « Cela ne correspond pas aux conditions françaises ! » Et maintenant, tout le monde aperçoit l'organisation syndicale, jusqu'à présent a-politique et s'abstenant d'intervenir dans les luttes électorales, à mesure que la situation de l'Europe se développe selon l'orientation dont j'ai parlé, aller de plus en plus vers la lutte franchement politique. Ce qui semblait extraordinaire il y a un an apparaît comme possible et même probable. Le bloc ouvrier et le gouvernement ouvrier, qui vous paraissent aujourd'hui comme des perspectives bien extraordinaires,

res, dans six mois ou un an apparaîtront comme tout à fait possibles.

Qui eût dit, il y a deux ans, que les communistes allemands, les membres de cette organisation Spartacus qui ont lutté contre les majoritaires, contre Noske et Scheidemann, non pas comme nous avons lutté en France contre nos majoritaires avec des articles de journaux et des discours, mais avec des mitrailleuses, qui eût dit que ces communistes allemands proposeraient à leurs assassins le front unique, le bloc ouvrier, le gouvernement ouvrier ?

Ces exemples montrent qu'on ne doit pas traiter une telle question d'un point de vue abstrait. Il faut tenir compte des conditions concrètes dans lesquelles la lutte révolutionnaire se développe et essayer de saisir, sinon dans tous les détails, du moins dans les lignes générales, le développement de cette lutte, en prévoir l'orientation.

Nous avons dit dans notre motion qu'il faut opposer au bloc national et au bloc des gauches le bloc ouvrier. Pour cela, nous sommes prêts à reporter les voix communistes sur les candidats dissidents à la condition qu'ils rompent avec les blocs bourgeois, c'est-à-dire à la condition qu'ils entrent dans le bloc ouvrier.

Un assistant. — Ils ne le feront pas !

S'ils ne le font pas, nous ne ferons pas ce que vous craignez.

Un assistant. — Voyez l'exemple de 1904. Les mêmes trahisons se reproduiront.

Je répète que s'ils ne rompent pas avec le bloc national et avec le bloc des gauches, nous ne ferons pas ce que vous craignez.

Le même. — Nous diminuerons notre autorité morale.

Des camarades évoquent des exemples antérieurs qui n'ont rien à faire ici. Il faut comparer des situations semblables, tandis que les situations qu'ils essaient de rapprocher ne se ressemblent en rien. Je dis que notre résolution est très nette sur ce point, qu'elle n'envisage le désistement des communistes en faveur des dissidents que dans les cas où les dissidents combattent le bloc des gauches et le bloc national et acceptent certaines conditions de notre Parti. Par conséquent, vos craintes sont vaines, même celles qui concernent le discrédit que vous craignez de voir retomber sur le

Parti. Car, au contraire de ce que vous prétendez, ce que les masses ouvrières ne comprennent pas, c'est votre attitude d'apparente intransigeance qui aboutit à favoriser le bloc des gauches dans certaines régions, ou le bloc national dans certaines autres.

Des objections ont été faites à la tactique du front unique créée dans l'intérêt exclusif de la Révolution russe. Lors du 3^e Congrès mondial, le camarade Trotsky avait déjà répondu à une objection semblable. Il disait que les membres du Parti Communiste russe ne se considéraient pas comme des communistes russes mais avant tout comme des membres de l'Internationale Communiste, et que pour eux *ce n'est pas l'Internationale Communiste qui est au service de la Révolution russe, mais la Révolution russe qui est au service de l'Internationale Communiste*. Et lorsque les camarades russes qui dirigent l'Internationale ont eu connaissance des objections du Parti français selon lesquelles c'est pour la politique extérieure des Soviets que le front unique a été préconisé, Trotsky montra sans peine combien ces opinions étaient erronées.

En effet, au moment où la Révolution russe était vraiment en danger de mort, où elle était attaquée sur tous les fronts : au moment où Koltchak avait franchi la Volga, où Denikine était près de Toula, où Youdenitch menaçait Petrograd ; à ce moment où la vie de la Révolution ne tenait qu'à un fil, l'Internationale préconisait la scission dans tous les vieux partis social-démocrates. Et lorsqu'a été lancé le mot d'ordre de front unique, la sécurité de la République des Soviets était assurée, — ce qui donnait à Trotsky le droit de dire que le mot d'ordre du front unique n'était pas pour la Révolution russe, mais pour la Révolution française.

Même s'il y a des inconvénients et des dangers à la tactique du front unique — et je les connais, nous les connaissons tous — nous devons les affronter résolument. Si la Révolution russe se préoccupe avant tout de la Révolution française, c'est qu'elle sait que l'avant-garde de la révolution mondiale ne sera pas toujours la Révolution russe, mais la révolution d'un pays plus développé industriellement. Et si la Révolution russe sait se préoccuper de la Révolution française, sachons affronter les inconvénients d'une tactique faite dans l'intérêt de la révolution mondiale. (*Vifs applaudissements.*)

Discours de Dondicol

DONDICOL. — Je sais que les temps vont vite en période révolutionnaire ; ce qui le prouve, d'ailleurs, ce sont les conversations et les discussions qui ont lieu ce soir ici.

Que Frossard me pardonne, mais, très loyalement, je dois lui dire que point n'était besoin de ses *mea culpa*, de ses coups sur la poitrine pour expliquer et indiquer que, ce qu'on a brûlé hier, on l'adore aujourd'hui.

Cela ne me paraît pas très utile et je vais expliquer pourquoi.

Des gens croient possible la réalisation du front unique, avec je ne sais quelle maladie de ne pas vouloir être à côté des camarades ouvriers qui momentanément ne sont pas dans nos organisations. Ce serait vraiment trop commode de placer ainsi la question. Si nous déclarons que le front unique n'est pas possible maintenant, cela signifie tout simplement qu'il y a eu une scission au Congrès de Tours et qu'il y en a eu une également après le Congrès de Lille et que, lorsqu'on engage des ouvriers sur le terrain d'action, on a le devoir de savoir derrière qui on sera placé.

Que diable ! Vous avez beau vous presser, vouloir aller très vite, vous risquez une chose : c'est de ne pas aboutir. Est-ce nous qui avons divisé la classe ouvrière ? Elle ne s'est pas divisée simplement parce que des camarades n'étaient pas en accord théoriquement ; elle s'est divisée à la suite des batailles précédentes ; elle s'est divisée à la suite du 1^{er} mai 1920. Sept mois après, une organisation se créait de toutes pièces, avec la pensée de ne pas abandonner cette classe ouvrière

aux mauvais bergers qui l'avaient mal dirigée pendant la guerre et après la guerre. Vous n'obtiendrez pas la confiance de la classe ouvrière si vous parlez d'action possible avec les chets réformistes. Si nous ne pouvons pas faire le front unique, c'est parce que nous tenons compte de ce qui s'est passé, parce que nous examinons la situation de la classe ouvrière, et nous pensons qu'à l'heure actuelle cette tentative n'aboutirait qu'à faire perdre à la C. G. T. U. la confiance qu'elle obtient des masses ouvrières.

Nous avons des exemples, celui de la grève de Vienne, par exemple ; vous ne pouvez pas dire qu'il y ait un conflit que votre devoir est d'analyser. Or, la grève de Vienne s'est passée sans que les cégétistes de la rue Lafayette fassent quoi que ce soit pour cette grève.

UN ASSISTANT. — Il n'y a pas de syndicat réformiste à Vienne.

DONDICOL. — Peut-être, mais il y a une union départementale. Par conséquent, à Vienne, ils n'ont rien fait ; pourtant, ils ont un journal : *Le Peuple* ; ils ne se sont pas occupés de la grève de Vienne, qui n'était cependant pas une grève révolutionnaire.

Pour la grève du Havre, c'est pareil. Il y a des syndicats majoritaires au Havre. Je ne dis pas qu'il y a de nombreux syndiqués ; c'est le cas d'ailleurs malheureusement du syndicat unitaire. Or, au Havre, il s'agit pourtant d'une grève pour la diminution des salaires, et l'on ne voit pas la C. G. T. de la rue Lafayette défendre les grévistes, les camarades qui ne veulent pas accepter une diminution de salaires.

Rien ! Plus fort que cela ! Lorsqu'à la suite des repressions gouvernementales, des camarades sont tués ; lorsque le droit de grève est enlevé, le droit des réunions disparu, on se demande ce que fait la C. G. T., on voit que la C. G. T. U. demande une grève générale de vingt-quatre heures pour essayer d'obtenir qu'on ne fusille pas des ouvriers qui étaient parfaitement tranquilles, et l'on voit la C. G. T. de la rue Lafayette demander à ses adhérents d'aller travailler le jour de la protestation de vingt-quatre heures. Ce n'est pas avec ces gens-là que vous pouvez faire quelque chose. (Applaudissements.)

Nous avons vu ces jours-ci une grève à l'Arsenal de Nantes ; ce mouvement a été trahi par les gens de la rue Lafayette. Vous savez dans quelles conditions ce mouvement a avorté, vous savez par suite de quelle trahison. Je vous demande si vraiment c'est avec des chefs qui conduisent des trahisons répétées depuis de nombreuses années que vous pouvez faire quoi que ce soit ; ce serait vous faire perdre la confiance que vous avez eu tant de peine à gagner.

Je voudrais que nous nous expliquions un peu sur des faits. Pendant la grève des cheminots de mai 1921, qui a duré un mois, des trahisons multiples se sont produites jusqu'à ce que, le 30 mai, tous les réseaux aient été obligés de reprendre le travail. Dès le lendemain, tous nos camarades — et ils ont eu raison — ont cloué au pilori ceux qui avaient trahi cet admirable mouvement des cheminots. A l'heure actuelle, il y a la fédération Senard avec environ 70.000 syndiqués. Il y a la fédération Bidegaray avec 80 ou 85 mille syndiqués. Un mouvement se prépare. Les compagnies de chemins de fer vont essayer de reprendre la journée de huit heures ; elles vont même sans doute essayer de rattraper certaines des revendications qu'elles avaient été forcées d'accepter.

Le front unique ? Voulez-vous que la fédération Senard écrive à la fédération Bidegaray et qu'elle lui dise : « Les compagnies de chemins de fer menacent de nous reprendre la journée de huit heures et d'autres réformes ; nous allons ensemble nous défendre. » ?
PLUSIEURS VOIX. — Parfaitement. (Applaudissements. Mouvements divers.)

DONDICOL. — Que les camarades disent : « Tres bien ! » c'est parfait. Mais je sais parfaitement à quoi m'en tenir sur la mentalité et sur ce que pensent les cheminots de certains réseaux.

Je peux vous dire que, le jour où vous tenterez une action avec Bidegaray comme co-associé, j'ai la conviction que non seulement vous ne réussirez à rien du tout, mais que vous serez battus et que, par-dessus le marché, les cheminots comprendront, lorsqu'ils vous verront partir avec Bidegaray et consorts, que vous ne valez pas mieux qu'eux et que vous avez failli à votre rôle. (Applaudissements. Mouvements divers.)

C'est vraiment extraordinaire, tout de même, qu'un camarade n'ait pas le droit d'exprimer sa façon de penser sans voir un certain nombre de gens ricaner alors que les trois quarts ne savent même pas ce que c'est qu'une organisation ouvrière. (Applaudissements.)

J'ai dit qu'il y a, me semble-t-il, beaucoup mieux à faire que de chercher à réaliser le front unique ; qu'il y a d'abord à organiser les syndicats, à faire une C. G. T. U. solide, comme un Parti, d'ailleurs, parce que je vois bien — aux rires qui fusent sur certaines figures — qu'il y a aussi des camarades qui se croient des communistes parfaits, qui se persuadent que, quoi qu'il advienne, ils ne failliront jamais ; cela ne se remarque qu'au bout de trois, quatre ou cinq ans.

Je suis depuis longtemps dans le Parti ; je vois souvent des têtes nouvelles qui disparaissent au bout de quelques jours, pour ne plus reparaitre.

Il faudrait beaucoup mieux faire la bataille sérieusement pour organiser ces syndicats et faire qu'à la C. G. T. U. il y ait des organisations avec beaucoup d'adhérents, de façon que quand il y a une action à entreprendre, cette action soit menée par des gens qui ont la confiance de ceux qu'ils dirigent, et non pas par des gens qui les ont trahis. C'est le meilleur moyen pour la classe ouvrière de se trouver un jour dans une organisation syndicale unique, laissant en arrière les gens de la rue Lafayette et les quelques adhérents qui n'auraient pas voulu les lâcher.

Frossard disait tout à l'heure que nous n'avions pas

de remède ; mais nous en avons pas mal dans la période que nous traversons. Il y a évidemment des batailles à mener pour que le Parti Communiste, de son côté, et la C. G. T. U., de l'autre, trouvent largement de quoi s'employer. L'occasion nous est offerte tous les jours, si ce n'est par la parole, du moins par les écrits et les brochures, de montrer à la classe ouvrière où est son véritable intérêt de classe et de lui montrer le Parti Communiste d'une part et la C. G. T. U. de l'autre.

Il paraît que ce n'est pas cela ; je le regrette. Il faut le front unique ! Et le front unique serait réalisé avec les chefs. Au Havre, on n'a pas eu besoin de cela pour que les 15.000 métallurgistes se dressent contre le patronat.

Je pense que si encore, de ce côté là, vous pouvez faire le travail par vos organisations propres, cela vaudra mieux, et que si, quelquefois, vous êtes amenés à avoir des tractations avec des organisations à côté, vous ferez bien de veiller sérieusement parce que vous n'êtes pas encore maîtres de ce qui pourrait se produire. Ce n'est pas le tout d'être à une organisation ou à des chefs d'organisation en vue d'une bataille à livrer. Vous n'êtes pas sûr, en cas d'échec, que les camarades oublient de se retourner vers l'organisation à laquelle ils appartiennent et qu'ils rendent responsables de l'échec tous ceux qui auront participé à la bataille.

Je préfère de beaucoup une organisation de camarades qui a été battue sans qu'il y ait avec elle une autre organisation dans laquelle on n'a pas confiance.

Je voudrais également dire avant de descendre qu'il n'y a pas ici de camarades qui, de gaieté de cœur, ne regrettent certaines dispositions qui nous viennent de l'Exécutif ou d'ailleurs. Mais j'ai bien le droit de dire que je ne me croirais ni communiste, ni même socialiste si je n'avais pas le droit de chercher à comprendre certaine proposition, à me l'assimiler, avant de chercher, si possible, à l'appliquer convenablement. (Applaudissements.)

Je ne sais pas si les camarades se sont faits ici l'écho de bruits désagréables à l'égard des uns ou des autres. On essaie de dire que nous ne sommes pas des communistes parce que nous ne voulons pas accepter certaine discipline ; je veux bien de la discipline, mais je veux essayer de la comprendre. Entre la battonnette imbécile et la battonnette intelligente, je n'hésite pas ; je préfère la battonnette intelligente.

Je demande aux camarades de ne pas s'emballer, et de voir dans quelles conditions exactement le front unique est possible.

Quant aux gens qui sont dans cette salle et qui sourient si fréquemment, je leur dis que leurs rires vont beaucoup moins à Dondicol, qui peut être obstiné et têtu, parce qu'ils n'ont pas compris, qu'à certain camarade qui, il y a deux mois encore combattait cette thèse ; ces rires vont beaucoup plus à celui-ci qu'à celui-là.

Je demande aux camarades de moins traiter les questions avec le sourire et de les mieux examiner, afin de savoir si la tactique dont ils veulent être les protagonistes est applicable et dans quelles conditions elle sera applicable. J'ai la conviction que si vous n'obtenez pas au quatrième Congrès de l'Internationale des modes d'application pour votre pays, vous dégringolerez votre parti. Je pense que les camarades voudront bien réfléchir à cela sérieusement. Quand on a vu dans quelles conditions et au prix de quelles peines la classe ouvrière a pu se relever, on doit s'inquiéter dans quelles conditions on peut organiser et livrer la bataille avec d'autres camarades qui n'appartiennent pas à la même organisation.

On risquerait sans le vouloir, inconsciemment, de servir la bourgeoisie, car la bourgeoisie a besoin qu'il n'y ait pas d'organisation devant elle.

Je suis d'avis que les camarades qui vont à Moscou feront bien de tenir compte des observations qui leur auront été faites.

El permettez-moi de dire, en men allant, que j'ai été satisfait de voir un certain nombre de camarades s'amuser comme des petites folles ; je leur souhaite de servir le communisme comme j'ai l'intention de le servir. (Applaudissements.)

LA CRISE DU PARTI FRANÇAIS

Dans la session de mai de l'Exécutif Elargi, les représentants du centre de notre Parti avaient accepté de résoudre la crise du Parti français selon les vues de l'Internationale.

Frossard et Cartier s'étaient engagés à défendre devant le Parti l'union du centre et de la gauche contre les déviations anticommunistes et pour la pratique d'une politique activement communiste en harmonie avec les décisions de l'Internationale. Ces engagements ont reçu un commencement d'exécution.

Frossard a réuni la fraction communiste au Congrès de la C. G. T. U. à Saint-Etienne.

Au Congrès de la Seine, il s'est nettement prononcé en faveur du centralisme.

Frossard a fait, dans des conditions très difficiles, des efforts que nous apprécions d'autant plus que nous savons combien ils lui furent douloureux. Ces efforts ont abouti à une série de motions communes. Ces motions, nommées Frossard-Souvarine, sont symboliques de l'accord du centre et de la gauche sur le terrain du communisme.

Dans les précédents articles, j'ai marqué que le centre, dans la Fédération et dans le Parti, a mené parfois mollement le combat, alors que la gauche, toujours plus ferme et plus cohérente, s'est engagée à fond dans la lutte.

J'ai néanmoins salué les premiers pas du centre dans la voie tracée par l'Internationale, et j'ai toujours manifesté l'espoir que ces premiers pas, encore hésitants, seraient suivis par d'autres pas plus assurés et que le centre et la gauche finirait par se mêler à force de faire route ensemble.

Les motions Frossard-Souvarine avaient déjà scellé l'accord du centre et de la gauche, quand parut la déclaration séparée du centre.

L'existence même de cette déclaration montrait la prépondérance dans le centre des éléments qui, sous le couvert d'un accord formel avec la gauche en vue du Congrès, veulent en réalité mener une action séparée.

Le contenu de cette déclaration était plus significatif encore. Sous le faux éclat de phrases sonores et vides, on y distinguait le murmure des allusions empoisonnées.

Les motions Frossard-Souvarine y étaient représentées, non plus comme un pacte intangible, mais comme une base de discussions pour le Congrès.

Dans le papier du centre, il était question d'ambitions personnelles et de ceux qui se servent du Parti au lieu de le servir.

Il est bien évident que les signataires de la déclaration se mettent au-dessus de tout soupçon et disent ainsi au Parti, de manière habile et insinuante : « Fais attention. Nous marchons avec la gauche. Mais il pourrait bien n'y avoir dans tout ce mouvement de gauche qu'un prétexte à arrivisme pour quelques ambitieux ».

Cette manière vague de discréditer les camarades de combat de la gauche, cette façon de présenter les motions arrêtées en commun comme n'étant pas définitives, tout cela donne à la déclaration du centre un caractère équivoque qui ne saurait échapper à personne.

Une série de faits sont venus préciser les inquiétudes que la gauche avait ressenties à la lecture de la déclaration du centre.

Paul-Louis, signataire des motions Frossard-Souvarine, attaque la gauche sur la question syndicale. Il présente le premier projet rédigé par Rosmer comme quelque chose de monstrueux. Les efforts de la gauche pour arriver à une motion d'accord sont présentés par lui comme une reculade de la gauche, épouvantée de son œuvre.

Paul-Louis, signataire des motions Frossard-Souvarine, les fait, au Congrès de la Somme, voter avec réserves.

Des faits analogues se sont déjà produits dans d'autres fédérations. Ailleurs, la déclaration équivoque du centre est votée comme motion de politique générale, et la motion Frossard-Souvarine est écartée.

Cachin a écrit, dans le *Bulletin* de la Presse communiste, un article où il attaque les motions dont il est signataire et où il donne des arguments en faveur de la motion Renoult. Le *Bulletin* de la Presse communiste est destiné à alimenter notre presse de province en articles inédits. Il est adressé aux directeurs de nos journaux et aux secrétaires de nos fédérations. L'article de Cachin n'a pas été reproduit par la presse de province. Mais il est incontestable qu'il a déjà constitué une indication pour les cadres centristes du Parti dans nos provinces.

Tout cela renforce l'audace du groupe Renoult. Ce groupe, dans une déclaration parue dans l'*Humanité* du 5 octobre, cherche à entraîner le centre tout entier et Frossard, en particulier, dans la voie où se sont engagés Cachin et Paul-Louis.

La série de faits que je viens de signaler constitue de la part de leurs auteurs la rupture avec ceux qui restent fidèles à l'accord du centre et de la gauche.

Dans sa « Réponse à une Déclaration », la gauche a dénoncé ces faits. On essaiera en vain de dire : « La réponse de la gauche est une déclaration de guerre au centre ».

Je pose la question :

Un pacte est signé. Quelques signataires le trahissent. Qui déclare la guerre ? Ceux qui trahissent ou ceux qui dénoncent les traîtres ?

Et puis, si l'on veut, oui, la réponse de la gauche est bien une déclaration de guerre. Non de la gauche au centre, mais de la gauche à ceux du centre qui, par leurs actes, rompent l'accord centre-gauche.

A ceux-là, la gauche aime mieux déclarer la guerre franchement que de faire comme eux : pratiquer la guerre sans la déclarer.

A la lumière des faits, le centre nous apparaît sans cohésion. Il est composé d'éléments dispersés.

Il y a ceux qui veulent sincèrement travailler avec la gauche et avec l'Internationale. La gauche est de tout cœur avec eux.

Il y a ceux qui se rallient par opportunité politique, mais respectent les engagements pris. La gauche attend ceux-là aux actes.

Il y a ceux qui représentent, dans le centre, la pénétration du groupe Renoult. La gauche saura combattre énergiquement ceux-là, quels qu'ils soient.

L'accord sur la base paritaire ne peut plus être envisagé avec le centre actuel.

L'accord paritaire ne peut être envisagé qu'avec les éléments du centre qui ne trahissent pas leur pacte avec la gauche et l'Internationale.

Agir autrement en présence des faits nouveaux qui se sont produits depuis les délibérations les plus récentes de l'Exécutif, aboutirait à donner au Parti une direction d'où la lutte des tendances, loin de disparaître, renaîtrait plus violente que jamais.

Alors, la crise continuerait, entraînant l'impuissance prolongée et aggravée du Parti. L'espoir d'un dénouement heureux à l'issue du Congrès de Paris serait déçu. Les éléments les plus sincères et les plus attachés au communisme ne comprendraient plus rien, ni à une telle situation, ni aux décisions qui lui auraient permis de se développer. Ces éléments quitteraient en grand nombre le Parti pour lutter dans les autres organisations. Leurs efforts y seraient incoordonnés et, par suite, peu fructueux. Profitant du découragement d'une foule de

bons communistes, les pires politiciens mettraient aisément la main sur le parti.

Ce serait, pour de longues années, l'enlisement du communisme en France.

Nous sommes à un moment décisif. Nous approchons de la naissance de notre Parti Communiste, en gestation depuis Tours. Veillons à ce que le nouveau-né français de l'Internationale soit viable.

Il faut que le Congrès de Paris forme une direction capable de mener la politique de l'Internationale avec le maximum d'énergie intelligente.

Cela ne peut se réaliser que par la collaboration de la gauche et d'un centre épure des traîtres à l'accord centre-gauche, quels qu'ils soient.

Exprimant le sentiment de la gauche française, dans le moment très grave où nous sommes, je tiens à dire très nettement cela devant les Partis frères et devant le Comité Exécutif de l'Internationale.

Albert TREINT.

Le Congrès du 15 octobre

Marcel Cachin, a publié, dans le Bulletin de la presse communiste, un article que nous jugeons nécessaire de reproduire ici, pour l'édition des délégués au Congrès national et de tous les membres du Parti. Dans cet article, Cachin, signataire des motions « Frossard-Souvarine », les combat ouvertement, l'une comme sommaire, injuste, indigné du nom de « motion de politique générale », l'autre comme appelant des réserves et préjugant la décision du 4^e Congrès. Le point de vue exprimé par Cachin dans cet article est exactement celui de Daniel Renoult. On ne s'explique donc pas que le même camarade signe certaines motions alors qu'il est partisan d'autres, qu'il combatte celles qu'il a signées et favorise celles qui s'opposent aux conceptions de l'Internationale Communiste. — B. S.

On se prépare dans les fédérations à aborder le Congrès du 15 octobre et on y étudie les motions diverses qui se disputent les suffrages. On se classe derrière les textes qui serviront de base aux discussions de l'assemblée. Les votes émis dans les congrès fédéraux doivent être acquis dans la clarté : ils manifestent l'état d'esprit des militants et le Congrès en devra faire la synthèse. Il ne saurait être question d'opposition systématique ni d'une part ni de l'autre, sous peine de rendre des plus difficiles la vie du parti de demain.

Une idée doit, de toute évidence, nous dominer tous : celle de l'attachement à la 3^e Internationale, attachement sans réserves et cordial, tel qu'il le fut dès le Congrès de Tours.

Entre la 2^e et la 3^e Internationale, le choix n'admet pas d'hésitation : non plus qu'on ne peut choisir entre le réformisme plat et vulgaire et la conception révolutionnaire du communisme.

Le débat s'est engagé concrètement sur trois sortes de motions.

Il en est une qui s'intitule de politique générale. Elle ne justifie pas ce titre ambitieux. On se contente en effet essentiellement d'y passer en revue l'œuvre du Comité Directeur sortant. On le fait de manière sommaire et avec une sévérité qui nous apparaît comme injuste.

Le Congrès devra substituer à cette motion un véritable programme de politique générale qui résumera son œuvre passée, indiquera sa ligne d'avenir, marquera sa volonté de discipline intérieure renforcée, fixera ses résolutions relatives au front unique, à

ses rapports avec les syndicats, à ses rapports avec l'Internationale.

C'est à l'élaboration de ce programme, constituant une motion de politique générale digne de ce nom, que se consacrera le Congrès.

Le point le plus délicat, c'est la fixation des rapports du Parti et des syndicats. Un seul texte est soumis à notre examen. Il a été signé par les représentants de toutes les tendances. Nos camarades dits de la gauche avaient d'abord proposé une motion qu'ils ont ensuite retirée. Et puisque l'unité a pu se faire aisément, sans débat, sur cette question capitale, pour quoi ne s'étendrait-elle pas à d'autres objets moins graves ?

Est-ce la discussion sur le front unique qui va nous scinder en deux groupes irréductibles ? Je veux rappeler ici une formule décisive de Trotsky : « Il s'agit de conquérir l'âme du prolétariat de toutes les manières. » La conquête de cette âme des prolétaires, c'est le but, et il importe seul ; quant aux formes que nous emploierons pour cette conquête, le front unique en est une au sujet de laquelle nous avons élevé en France des réserves. Elle apparaît encore aux yeux de beaucoup de camarades comme d'un maniement difficile et dangereux. Le 4^e Congrès mondial statuera à ce sujet d'une manière définitive. Ceux même qui aujourd'hui exposent leurs hésitations et leurs doutes attestent loyalement qu'ils s'inclineront devant la décision souveraine du 4^e Congrès. Nul n'a le droit de mettre leur parole en doute : dès lors il m'apparaît tout à fait impossible d'en rester sur ce point à des malentendus tels qu'on ne puisse au Congrès les dissiper et s'entendre.

C'est là une modalité tactique, et, quelque grande que soit l'importance de la tactique, elle ne saurait l'emporter jamais sur le fond des doctrines et des pensées communes qui unissent dans le même combat tous les communistes.

Nous nous sommes efforcés, nous nous efforcerons encore d'apporter à la 3^e Internationale un Parti français fort, nombreux, aussi cohérent que le permet l'état psychologique du prolétariat de notre pays. Jusqu'ici, en dépit des critiques qui se dressent de tous côtés avec apreté, nous avons tout de même constitué un Parti qui compte dans la lutte politique nationale ; il est redouté de la bourgeoisie et il possède la confiance de la classe ouvrière. Il a des défauts certains : il y faudra pourvoir ; mais il est en progrès constants vers une organisation intérieure plus rigide et plus adaptée à ses fins révolutionnaires. Pour le pousser plus avant dans cette voie qui nous est indiquée par l'Internationale, sachons tenir compte des réalités et de la vie. Sans cela nous risquerions de briser l'instrument excellent que notre prolétariat a dès maintenant à son service.

MARCEL CACHIN,

Le 4^e Congrès Mondial et son Ordre du Jour

Les fractions du Parti français hostiles à la tactique de l'Internationale Communiste et à ses méthodes de direction et d'organisation disent à qui veut les entendre qu'ils se soumettront à la décision du 4^e Congrès mondial, si celui-ci confirme les thèses de l'Exécutif sur le front unique.

Or, c'est un fait que la question du front unique est considérée par l'Internationale comme tranchée par les décisions des deux sessions de l'Exécutif élargi. Le front unique n'est pas à l'ordre du jour du 4^e Congrès en tant que problème à résoudre. Il ne peut en être question qu'à propos du rapport de Zinoviev sur l'activité de l'Exécutif, rapport qui permet de soulever n'importe quelle discussion.

Pour montrer que la tactique du front unique n'est pas à l'ordre du jour du Congrès, le mieux est de publier celui-ci. C'est ce que nous faisons :

ORDRE DU JOUR DU 4^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Arrêté par l'Exécutif de l'I.C. dans sa séance
du 20 septembre.)

1. — Rapport de l'Exécutif et tactique future de l'I.C.
Rapporteur : Zinoviev
2. — Cinq années de révolution russe et perspectives de Révolution mondiale.
Rapporteur : Lénine. — Co-rapporteurs : Trotsky, Clara Zetkin, Cachin, Roland Holst, Bela Kun et un camarade à désigner par le parti irlandais.
3. — L'offensive du capital.
Rapporteur : Radek. — Co-rapporteurs : Tom Mann, un camarade allemand à désigner par le C.C. du K.P.D., un camarade français à désigner par le nouveau C.D. ; un camarade américain à désigner par la délégation américaine ; Zapotovski, Tcheco-Slovaquie. — Un rapport séparé sur le fascisme, présenté par Bordiga.
4. — La lutte contre le traité de Versailles et les tâches du Parti Communiste.
Rapporteurs : Frossard et Vaillant-Couturier pour la France, Mac Manus et Newbold pour l'Angleterre, Sméral pour la Tcheco-Slovaquie, Kolarov pour la Fédération balkanique, un camarade américain à désigner par la délégation américaine.
5. — La question syndicale (doit être soumise à une commission).
Rapporteurs : Lozovski pour la Russie, Brandler pour l'Allemagne, Tommasi pour la France et un camarade américain.
6. — La question agraire (section à créer).
Rapporteurs : Varga pour la Hongrie, Renaud Jean pour la France, Theodorovitch pour la Russie, Kotzeva pour la Pologne, Markovitch pour la Yougoslavie, un camarade italien à désigner par la direction du Parti : Marchlewsky.
7. — Les questions orientale et coloniale (section à créer).
Rapporteurs : Katayama pour le Japon, Roy pour les Indes. Van Ravestein pour la Hollande,

- et un représentant des colonies anglaises à désigner.
8. — L'action éducative (commission à créer).
Rapporteur : Hoernle (Allemagne). — Co-rapporteurs : Kroupskaïa pour la Russie, Roland Holst pour la Hollande, Kussinen pour la Finlande.
 9. — La situation du Parti français après le congrès de Paris.
Rapporteurs : Frossard et Souvarine (France).
 10. — Programme de l'I.C. et des divers partis qui y adhèrent (section à créer).
Rapporteurs : Boukharine et Talheimer.
Bureau de la section : Zinoviev, Trotsky, Radek, Varga, Starski, Strasser (Autriche), Sméral (Tcheco-Slovaquie), Kabatchiev (Bulgarie), Bordiga (Italie), Frossard (France), Schefflo (Norvège), Katayama (Japon).
 11. — L'Internationale des Jeunesses Communistes (section à créer).
Rapporteurs : Volny, Schuller (Allemagne).
 12. — Rapport de la section coopérative (qui doit être créée par le congrès).
Rapporteur : à désigner par la section coopérative.
 13. — Rapport du secrétariat féminin
Rapporteur : Clara Zetkin.
 14. — Organisation du service d'information de l'I.C. (commission à créer).
Rapporteur : Paul Louis.
Membres de la commission : Radek, Varga, Gramchi (Italie), Meyer (Allemagne), Halpari (Hongrie), Kohn (Ukraine), Minkine et Préobrajensky (Russie).
 15. — Siège de l'Exécutif et élection du président de l'I.C.
 16. — Organisation du travail de l'Exécutif. (Commission à créer.)

Ceux qui disent qu'ils seront disciplinés après le 4^e Congrès, qui précisément n'aura pas à décider du front unique, se sont montrés indisciplinés après les sessions de l'Exécutif élargi, qui précisément ont eu à en décider. Quel cas peut-on faire de leur promesse ?

Pour répondre à cette question, il suffit de se rappeler les engagements de Daniel Renoult et la façon dont il les a tenus. Afin de ne pas laisser place à des interprétations tendancieuses, publions simplement la résolution de l'Exécutif adoptée sur la proposition de Trotsky, en en soulignant quelques phrases :

“L'Internationale” et son directeur Daniel Renoult

Le camarade Daniel Renoult, membre du Comité Directeur et directeur du journal du soir *l'Internationale*, a pris une part très active aux travaux de la session de février de l'Exécutif élargi. Dans toutes les questions, sauf celles du front unique, l'Exécutif avait obtenu un accord parfait avec tous les membres de la délégation française, y compris le camarade Renoult.

Dans la question du front unique, le camarade Renoult, qui était rapporteur, et qui vota ensuite, avec la délégation française, contre la tactique du front unique, **DECLARA CEPENDANT DE LA FAÇON LA PLUS CATEGORIQUE ET LA PLUS SOLENNELLE QUE LES COMMUNISTES FRANÇAIS, EN SOLDATS FIDÈLES DE LA REVOLUTION, SE SOUMETTRAIENT SANS RESERVES A LA RESOLUTION PRISE APRES AMPLE ET LOYALE DISCUSSION.**

Les engagements acceptés par la délégation du Comité Directeur sont demeurés inexécutés dans leurs parties les plus essentielles, par suite du peu d'activité et de décision que le Comité Directeur a mis à les appliquer. **CEPENDANT, LA CONFERENCE VOIT LA CAUSE PRINCIPALE DE LA NON-EXECUTION DES DECISIONS PRISES ET DE LA TENSION DES RELATIONS ENTRE L'INTERNATIONALE ET SA SECTION FRANÇAISE DANS LA CONDUITE DU JOURNAL L'INTERNATIONALE ET DE SON DIRECTEUR.**

En COMPLETE CONTRADICTION AVEC LES ENGAGEMENTS PRIS et avec sa PROMESSE SOLENNELLE, le camarade Daniel Renoult, au lieu d'expliquer les décisions et de demander leur exécution unanime,

A ENTREPRIS UNE CAMPAGNE ACHARNEE contre la tactique du front unique et contre la politique de l'Internationale Communiste en général. Non content de cette polémique de presse, le camarade Daniel Renoult prenant la parole dans des assemblées aussi influentes que le Congrès de la Fédération de la Seine, a invité à voter démonstrativement contre la politique du front unique.

Constatant que le camarade Daniel Renoult **A VIOLE MANIFESTEMENT SES DEVOIRS DE MEMBRE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET A FOULE AUX PIEDS LES ENGAGEMENTS ACCEPTES ET SOLENNELLEMENT PROCLAMES PAR LUI-MEME,** la Conférence prononce contre le camarade Daniel Renoult, comme délégué du Parti français à Moscou et comme directeur de l'Internationale, un blâme.

En même temps, l'Internationale invite le Comité Directeur et son secrétaire général à prendre toutes mesures pour que, dans les mois restant jusqu'au Congrès du Parti, le journal l'Internationale devienne un instrument servant à la mise en pratique effective des décisions de l'Internationale Communiste.

Après cela, il ne reste rien à ajouter.

B. S.

Pour le Gouvernement Ouvrier

(Motion votée par les sections de Courbevoie, de la Garenne et de Bezons)

Le Congrès considère que la tactique du front unique ne constitue que la première partie d'un vaste plan, qui conçu par l'Internationale Communiste, a pour objet essentiel, selon les termes de la résolution du 3^e Congrès mondial, d'opposer la stratégie du prolétariat à la stratégie du capital sur le terrain de la résistance à l'offensive actuelle du capitalisme international.

Ce plan d'action, pour être parachevé, doit appeler nécessairement l'application du mot d'ordre « pour le gouvernement ouvrier ». A l'heure où la bourgeoisie française se prépare, sous pavillon de hardiesse républicaine, à la constitution du bloc des gauches qui n'est et ne peut être qu'un nouvel appareil de combat dressé contre le prolétariat, il est indispensable que le Parti français, agrandissant sa capacité d'attractions, s'adresse aux masses pour leur demander d'opposer le bloc ouvrier au bloc des gauches.

Mais de même que l'idée du bloc des gauches appelle instinctivement celle du bloc ouvrier, l'idée du gouvernement des gauches appelle celle du *Gouvernement ouvrier*.

La formule « aller aux masses », abstraction pure jusqu'alors, doit passer dans la réalité.

Le Congrès estime, en conséquence, que les concepts du bloc et du gouvernement ouvriers devant rencontrer la faveur des masses, notamment celles (de beaucoup les plus importantes) des sans-parti, il importe que le parti travaille à accroître son prestige et son autorité auprès des incorganisés et des travailleurs qui se trouvent égarés par la duplicité et la trahison des chefs réformistes.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, même si ce dernier n'apparaît pas immédiatement réalisable en France, aura pour résultat d'accéder les affiliés des groupements dissidents à exiger de leurs chefs le gouvernement d'unité ouvrière. Ce jour-là le parti aura,

par ce seul fait, remporté un immense avantage, car les leaders réformistes seront acculés à ce dilemme : ou bien ils accepteront le gouvernement ouvrier en rompant leur alliance avec la gauche bourgeoise ; ou bien, tenant essentiellement à cette alliance, ils se refuseront à la constitution du gouvernement ouvrier.

Dans la première proposition du dilemme, le P.C. se sera affirmé prestigieusement, aux yeux des masses, comme l'animateur de la défense ouvrière. Quant aux chefs dissidents ils se seront, par leur acceptation, privés de leur unique appui et de leur seule raison d'être : l'alliance avec la bourgeoisie.

Dans la deuxième proposition, le refus sûr et simple sera l'attribution édifiante que les intérêts propres et l'égoïsme des chefs dissidents les conduisent à servir le jeu de la bourgeoisie, ce qui contribuera à leur retirer les derniers vestiges de confiance qu'ils conservaient encore auprès des masses.

Mais, bien entendu, le Congrès, suivant littéralement les déclarations incluses dans le récent message de l'Exécutif, affirme sa volonté, non d'envisager la formation immédiate ou prochaine d'un gouvernement ouvrier dans lequel entreraient des éléments communistes, mais d'engager une campagne immédiate dans le but d'amener la majorité du prolétariat français à se grouper sous le drapeau du *gouvernement ouvrier*.

Il mandate donc fermement le nouveau Comité directeur pour mener cette campagne dans ce sens.

Péruané, d'autre part, qu'une telle tactique ne peut être exercée sans danger que par un parti communiste pur de tout élément réformiste et ayant conservé son aspect particulier, il demande qu'il soit procédé à l'exclusion de ceux des membres qui s'efforceraient de porter le trouble et l'indiscipline dans la vie interne du Parti par une déformation intéressée de l'ensemble des tactiques préconisées par la III^e Internationale.

A la mémoire des Quatre

Derniers jours de septembre. En de pareils jours, voici deux ans nous ne nous quittions guère, ces quatre admirables et bons camarades, Fody et moi-même. Nous courions des journées entières à travers Pétrograd ensoleillé.

Perspective Nevsky, à la vue des palais peints de ce rouge sang qu'affectionnèrent les décorateurs de l'ancien régime, Lepetit partait d'un tel éclat de rire que sa joie juvénile nous gagnait à l'instant. Et nous oublions pour quelques minutes le tragique de la révolution qui nous rapprochait inexprimablement. — Nous marchions indéfiniment par un jour de pluie, dans les boues de la banlieue usinière : et Raymond Lefebvre racontait, avec son sourire sarcastique, sur la boue de Verdun, ces effrayantes anecdotes dans lesquelles il concentrait, mêlée d'un âpre humour, sa fâncœur d'ancien combattant. Le mot final était toujours énoïme, rempli d'une douleur folle qui faisait rire... Sacha Toubine nous suivait, traînant le pas, insurmontablement triste, comme il le fut sans cesse pendant ces dernières journées.

Deux années se sont écoulées depuis. Rien ne s'est atténué du souvenir vivace qu'ils laissent à tous ceux qui les ont approchés. Dans le mouvement révolutionnaire français, le vide causé par leur départ n'a pas été comblé. On ne remplace pas de tels hommes. Et ce n'est peut-être que maintenant que l'on peut mesurer, dans toute son étendue, la perte irréparable que fut leur disparition. De quel prix ne serait pas aujourd'hui au Parti communiste français le cerveau merveilleusement organisé d'un Raymond Lefebvre ? La présence d'un Lepetit dans les milieux libertaires, ne nous eût-elle pas évité tant de lamentables campagnes de presse contre révolutionnaires ? Vergeat n'aurait-il pas sa place, parmi les organisateurs de la jeune C. G. T. R. révolutionnaire ?

Il semble que pour son premier contact avec la révolution fût, le mouvement ouvrier français ait voulu lui envoyer ses hommes les meilleurs, pris parmi les plus doués pour l'avenir. Pour la connaître ils durent franchir les lignes du blocus, risquer maintes fois la prison. Pour en rapporter quelque chose à Paris, ils s'embarquèrent un jour de septembre, sur une barque de pêcheur, dans une baie inconnue de l'océan arctique...

Raymond Lefebvre, déconcertait par le mélange d'enfance toujours émerveillée, toujours enthousiaste, de pensée tendue et tragique et de génie, qui était en lui. Ce dernier mot n'a rien d'exagéré. La conversation de Raymond Lefebvre abondait en trouvailles intellectuelles, en images, en mots fulgurants, en lyrisme. C'était la vibration continue d'un esprit extrêmement original, que caractérisaient l'exploit et la réussite. Simple pourtant, ouvert à toute vérité, s'arrêtant volontiers net au cours d'un raisonnement, soit pris de doute, soit pour mieux apercevoir quelque chose de nouveau. Tellement habitué d'autre part à voir les choses en profondeur, à scruter les grands problèmes, que de petites réalités banales le trouvaient naïf, tout surpris...

Les sources de la conviction révolutionnaire de Raymond Lefebvre étaient profondes. Ce n'était pas seulement d'avoir vécu la guerre des soldats et d'y avoir laissé un peu de sa poitrine, qu'il gardait sa grande crispation intérieure. Quand il disait toute sa pensée, on y apercevait des perspectives que possèdent peu d'hommes. Intellectuel, au sens supérieur du mot, il vivait dans la sensation de la fin d'une culture. Doué pour les synthèses, sachant manier la pensée historique, il sentait peser sur la vieille Europe bourgeoise une condamnation irrémédiable. Et ce n'étaient pas pour lui des idées, c'était plutôt l'atmosphère dans laquelle vivaient ses idées. Pour que l'écroulement du capitalisme, dans les fanges d'un retour à la barbarie par dégénérescence, ne fût pas la fin de notre civilisation, Raymond Lefebvre sentait nécessaire la Révolution, la rude, la douloureuse dictature des forcés nouvelles, la fin des anciennes « libertés » dérisoires, la création d'un ordre rationnel au sein duquel l'humanité convalescente se reprendrait à vivre.

Le bourgeoisisme l'écoeurait. Il en parlait quelquefois comme écrivit Flaubert. Il venait au communisme par le cauchemar de la fin d'un monde ; il venait au prolétariat par le dégoût de sa classe. Dans le Parti, je pense qu'il eût été impitoyable pour toutes les survivances du socialisme démocratique. Il aspirait à donner à sa pensée l'armature d'acier d'une doctrine : cela l'amenait au marxisme.

C'était un chef de demain. Un de ces chefs que les classes dirigeantes à leur déclin, lorsque ce qu'elles ont de viril s'en détache et les renie, donnent aux classes révolutionnaires.

Lepetit aussi était un chef — mais plus autoritaire. Fermé comme un roc, entier, brutal, cassait dans la négation, violent dans l'affirmation comme les créateurs de valeurs. Ce libertaire, dans chacun de ses gestes, détruisait et affirmait : peu tolérant, pas éclectique du tout, avec une vigoureuse bonne foi, une remarquable vision directe des réalités, une défiance perpétuellement en éveil envers le pouvoir, la force, la foule.

Le chef prolétaire, tel que le fait la démocratie française où tout est duperie, où le pouvoir n'est que corruption, profit, mensonge officiel, violence hypocrite, où la force n'est jamais que l'arme des riches — même quand les pauvres font des révolutions dont la bourgeoisie républicaine leur retire inévitablement le profit : 1792, 1830, 1848, 1870-71 — où la foule est trop souvent le troupeau qu'on berne... « Aux urnes ! citoyens ! »

Lepetit lui n'était plus de ceux qu'on berne, ne croyait plus qu'en lui-même et en sa classe, ne voulait plus qu'une révolution totale, immédiatement totale, pour qu'il ne fût plus possible de la faire mentir à elle-même comme tant d'autres. Le spectacle de la révolution russe le bouleversa. Que de fois l'ai-je vu se prendre le front avec angoisse, — un geste qui n'allait pas à ce vigoureux, à ce jovial.

C'est que l'adaptation aux réalités était rude. Elle se faisait pourtant. Deux semaines après son arrivée, nous ne discutons plus du principe de la dictature du prolétariat, mais de ses applications. La critique de Lepetit ne portait plus sur les thèses générales mais sur des détails concrets, sur des faits. Il ne contestait plus la nécessité d'un parti révolutionnaire, mais voulait rester fidèle au sien — non sans l'idéaliser d'ailleurs beaucoup. Je le retrouvai, après qu'il eut pendant plusieurs semaines parcouru l'Ukraine, plus résolu que jamais à servir la révolution russe.

Il possédait à la fois, à un haut degré, deux sens qui doivent se compléter chez le militant : le sens critique et le sens de l'intérêt révolutionnaire. Nous avons tous le devoir de faire sans cesse la critique des événements, des actes, des hommes, de nous-mêmes, — de la faire sans ménagements, sans reculer jamais devant la vérité. Il le savait. Mais il savait aussi qu'il faut faire en sorte que jamais notre critique ne devienne contraire à l'intérêt vital de la révolution, soit en devenant chez nous un élément dissolvant, soit en fournissant des armes à nos ennemis. J'ai entendu Lepetit parler devant un auditoire nettement hostile ; je vois ce qu'il aurait dit rue de Bretagne à ses « camarades de parti ».

**

J'avais connu Vergeat et Toubine — différemment — de longues années auparavant. J'avais rencontré Vergeat, tout jeune homme, libertaire lui aussi, cherchant sa voie, hésitant à désertier ; je le retrouvai mûri, posé, avec des yeux graves sous un front large, connaissant, aimant le travail des métaux et professant déjà un syndicalisme révolutionnaire très voisin du communisme. C'était un modeste, un de ces organisateurs qui bâtissent les C. G. T. et dont, ensuite, la classe ouvrière retient à peine les noms...

Sacha Toubine : nous avons longtemps fait le silence sur son nom parce qu'il avait des proches à Paris, Russes comme lui, croyons-nous, à la douleur desquels le gouvernement du blocus pouvait ajouter bien des tracasseries. Pour servir d'interprète aux trois délégués du parti et des syndicats minoritaires, pour voir aussi la Russie rouge, Toubine, sachant bien les dangers du voyage et les risques d'expulsion à son retour, avait volontiers quitté son travail et son foyer. En Russie, huit jours après son arrivée, il acceptait un emploi, travaillait. Les Trois devaient beaucoup à son dévouement effacé. Je lui devais plus encore, depuis longtemps. Pendant de longues années, alors que j'étais en prison, lâché naturellement de presque tous les anciens camarades de combat, Toubine, sans me connaître personnellement, ne s'était pas lassé de me rendre le plus précieux service qu'on puisse rendre à un enfermé : assurer sa correspondance...

**

Autour de leur fin — dont les gouvernants de blocus sont les seuls vrais responsables — des imbéciles et des gredins ont tenté de créer une odieuse légende. Ceux qui savent avec quelle anxiété on se cramponna, à Smolny, au moindre espoir ; comme on y voulut croire à la fausse nouvelle, lancée par un journal allemand, du salut de Vergeat, ne peuvent voir, dans ces bruits répandus à plaisir, qu'un triste

signe de l'empoisonnement de certains esprits. Il semble établi que les Quatre — avec lesquels ont péri plusieurs pêcheurs communistes de la côte Mourmane — nous ont été ravis par la tempête et la mer. Peut-être l'hypothèse d'un attentat des blancs finlandais, commis avec le concours de l'espionnage français en Finlande n'est-elle pas tout à fait à écarter. Un certain article publié lors de leur disparition par l'*Eclair* de Nice, malgré ses exagérations fantastiques, prouve que les Quatre, à Pétrograd ont été mouchardés par des contre-révolutionnaires français.

D'autres camarades français sont morts pour la révolution russe, sur lesquels on ne sait presque rien : Jeanne Labourbe, assassinée à Odessa par ordre du commandement français ; Michel, assassiné avec elle, qui était la cheville ouvrière du petit groupe communiste clandestin d'Odessa ; Barberet, engagé volontaire dans l'armée rouge, tué non loin de cette ville à la même époque (1919) ; de la Fare, arrêté par les autorités alliées, à Constantinople (1919), et que l'on a fait mystérieusement disparaître. Leur sacrifice ajoute à l'histoire révolutionnaire une forte page. Aussi le souvenir doit-il en demeurer vivant.

Victor SERGE.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la publication d'une motion de la Fédération de la Gironde, votée par celle-ci en adjonction de la motion « Frossard-Souvarine » sur la politique générale.

Deux Brochures DE LÉON TROTSKY A RÉPANDRE

La Crise du Parti Communiste français	Franco	» 25
Le Salut du Parti Communiste français	Franco	» 30
Les deux brochures.....	—	» 50
Les 10 exempl. (5 de chaque).....	—	2 25
Les 24 — (12 de chaque).....	—	5 »
Les 50 — (25 de chaque).....	—	10 50
Le cent (50 de chaque).....	—	17 50

En vente à la Librairie de L'HUMANITÉ,
142, rue Montmartre.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon imprimeur.